



L'ARMÉE DANS LA NATION

Par le chef de bataillon Bertrand Oliva,
officier stagiaire de la 25^{ème} promotion
de l'École de guerre.

Publié avec l'autorisation de La saint-cyrienne.

Thème particulièrement récurrent depuis Saint-Cyr, la question de la place de l'armée au sein de la nation a animé bon nombre de discussions formelles et informelles. En 2001, date de notre entrée à Saint-Cyr, la question se posait dans le contexte particulier de la fin de la conscription. Au cours des différents stages qui ont suivi, ou désormais à l'École de Guerre, la question du lien armée-nation ainsi que celle de la reconnaissance ou non d'une élite militaire au sein de la nation étaient régulièrement posée. La récurrence avec laquelle ce sujet revient révèle une déception et un malaise.

Ce thème est généralement abordé sous l'angle d'une situation globalement injuste. La générosité militaire serait mal payée en retour : au mieux, par un soutien sans chaleur, au pire, par un désintérêt et un scepticisme polis. Bref, une tiédeur vexante pour une armée qui veut insister sur le lien fort qui l'unit à la nation et dont elle veut être l'émanation.

Aujourd'hui, l'opinion publique est assez favorable. L'image des armées est bonne, comme le montrent les sondages d'opinion. Les efforts réalisés par les armées sont visibles, notamment sur le territoire, et appréciés ; la réaction des médias et des hommes politiques à l'occasion de la démission du général de Villiers a même semblé montrer un intérêt nouveau sans que l'on puisse en déduire pour autant un soutien sur les répartitions budgétaires souhaitées par les armées. L'observation de ces signaux semblerait témoigner que l'armée est parvenue à obtenir, ou tout simplement à conserver, une place de choix au sein de la nation.

Cette vision optimiste transmise à travers les sondages d'opinion comporte une part de vérité mais ne prend pas en compte le fait qu'aujourd'hui l'armée n'est associée à aucune contrainte : pas de service militaire, aucune conséquence sur la vie quotidienne, pas de prise de position clivante, pas d'engagements qui causeraient des pertes importantes, pas d'occupation particulière de l'espace médiatique ; à moins d'être totalement antimilitariste, aucune raison solide d'être hostile à l'armée ou de mettre en cause sa place au sein de la nation. Même la catégorie des antimilitaristes semble disparaître aujourd'hui ! Mieux, l'armée est présente devant les écoles et rassure la population dans son quotidien ; l'année scolaire se termine par un défilé très apprécié !

Ainsi, les signes réels de sympathie, voire d'attachement se justifient-ils, pour une large part, par l'absence de contraintes. Ils ne doivent pas tromper sur la perte d'influence de l'armée au sein de la nation. La sympathie et la confiance ne signifient pas l'adhésion.

Quelles sont les raisons qui, aujourd'hui encore, empêchent un sentiment de communion entre la nation et son armée ?

Certaines sont tout d'abord d'origine historique. L'armée française porte encore le poids de juin 1940. Quelles que soient les raisons réelles de la défaite, l'armée française a incarné le manque d'imagination, l'autosatisfaction d'une élite militaire dépassée, l'incapacité à s'adapter à la modernité, des soldats plus sympathiques que compétents : bref, tous les clichés de la 7^{ème} compagnie ! Plus récemment, les guerres de décolonisation n'ont pas été comprises ni soutenues par la population qui y a vu des barouds d'honneur et un attachement suspect à un ordre ancien. A cette image se rajoutent, le malaise sur la torture, l'OAS... Là encore, une histoire complexe qui empêche que la nation ne se reconnaisse totalement dans son armée. Après ces guerres de décolonisation, vient l'époque des opérations extérieures ; des engagements qui évoquent alternativement la *Françafrique*, Focard et le génocide rwandais mais aussi Kolwezi, les missions humanitaires ou les casques bleus au Liban : un bilan mitigé pour nos compatriotes. Plus récemment, les engagements en Afghanistan ou au Sahel ne suscitent pas d'adhésion particulière de la population ; ces Opex sont soutenues et suivies sans réelle adhésion. La menace que représente Al Qaeda ou Ansar Eddine paraît trop lointaine et pas assez menaçante pour que les Français soient convaincus que ces opérations les protègent effectivement. Même l'évocation, à l'occasion des attentats terroristes sur le sol français, de la « France en guerre » contre Daesh et le terrorisme islamique ne suffisent pas à convaincre la population que l'armée constitue leur meilleur bouclier.

Cette très rapide rétrospective montre que dans l'histoire récente, telle qu'elle est perçue et souvent enseignée, il existe peu de raisons qui justifieraient une adhésion inconditionnelle envers les armées. Ne soyons pas trop exigeants envers notre nation en lui demandant des preuves d'attachement qui vont au-delà de ce qu'elle ressent de notre rôle dans l'histoire récente ou de notre utilité.

Cette situation ne devrait d'ailleurs pas beaucoup évoluer à court terme. Tout d'abord, la fin du service militaire a conduit à une baisse considérable des effectifs de l'armée et a donc réduit sa visibilité ; conséquence normale, l'armée est moins bien connue et dispose de beaucoup moins de relais et d'ambassadeurs. L'armée voit donc son influence baisser au sein de la nation. Ensuite, la nature des engagements devrait confirmer cette tendance ; les armées sont engagées dans des conflits qui ne se soldent pas par des victoires : l'héroïsation des opérations militaires est difficile. Enfin, la culture militaire, elle-même, est rétive à s'engager dans une communication trop active qui pourrait pourtant ralentir cette tendance. Dans ce contexte, le lien entre la nation et l'armée ne va pas de soi. Le militaire doit déployer des efforts importants pour expliquer et convaincre ; pour ne pas être cantonné à un rôle d'outil.

Pour autant, si le lien qui unit les Français à leur armée semble fragile, il n'en demeure pas moins réel. L'enjeu ne consiste pas tant à être populaire qu'à incarner une solidité vers laquelle les Français sauront se tourner lorsqu'une menace apparaîtra. A ce titre, l'enjeu pour les armées est de continuer à être efficace et fiable aux yeux de la nation et développer ainsi un sentiment de confiance, à défaut d'une proximité.

Les raisons qui feront que les armées occuperont à nouveau une place centrale dans la nation sont d'ailleurs indépendantes des armées et de leurs efforts : le sentiment d'une menace majeure qui entraînera un besoin de protection ou le sentiment d'une déréliction des institutions qui créera un besoin de stabilité et d'autorité.